

N° DP 25/197

DECISION DU PRESIDENT

24MAP12 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE PRESTATIONS JURIDIQUES POUR LES BESOINS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L. 2123-1 et R. 2123-1 3° du Code de la commande publique,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/78 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis de la Commission MAPA en date du 11/02/2025,

CONSIDERANT que la présente analyse concerne des accords-cadres à bons de commande de Prestations Juridiques pour les besoins de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que les travaux sont répartis en 3 lots :

Lot	Désignation	Montant maximum
01	Administration générale et fonction publique, Droit privé général	90 000 € HT
02	Commande publique, contrats et montages juridiques complexes	60 000 € HT
03	Urbanisme, Foncier ; Environnement et Expropriations	30 000 € HT

CONSIDERANT qu'une consultation sous forme de procédure adaptée a été lancée en date du 10/07/2024, avec une remise des offres fixée au 02/09/2024, à 16 heures,

CONSIDERANT que la publicité réglementaire a été publiée sur les sites du BOAMP et de la plateforme de dématérialisation DEMATIS,

CONSIDERANT que 35 dossiers ont été téléchargés et 23 anonymement,

CONSIDERANT que 13 plis dématérialisés ont été reçus dans les délais et aucun pli hors délais,

CONSIDERANT que les membres de la commission MAPA ont décidé de classer n°1 :

- Pour le lot 1 le Groupement SCP d'avocats VEDESI / Cabinet ALVAREZ Avocat / NMV Avocat sise à MONTPELLIER (34000) ;
- Pour le lot 2 la société SELAS CHARREL et Associés sise à MONTPELLIER (34000) ;
- Pour le lot 3 la société ADALTYS Avocats sise à LYON (69006),

CONSIDERANT que les sociétés présentent les garanties et capacités, techniques, professionnelles et financières suffisantes,

CONSIDERANT que les sociétés ne seront attributaires du marché qu'après avoir fourni l'ensemble des pièces fiscales et sociales demandées,

CONSIDERANT qu'à défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, les marchés ne pourront pas leur être attribués,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE CONSTATER la recevabilité des candidatures des sociétés:

- Pour le lot 1 le Groupement SCP d'avocats VEDESI / Cabinet ALVAREZ Avocat / NMV Avocat sise à MONTPELLIER (34000) ;
- Pour le lot 2 la société SELAS CHARREL et Associés sise à MONTPELLIER (34000) ;
- Pour le lot 3 la société ADALTYS Avocats sise à LYON (69006).

ARTICLE 2

DE SIGNER les marchés ainsi que les actes nécessaires à leur exécution :

- Pour le lot 1 le Groupement SCP d'avocats VEDESI / Cabinet ALVAREZ Avocat / NMV Avocat sise à MONTPELLIER (34000) pour un prix tarifaire de :

Tarif 1	Tarif 2	Total
120 €	120 €	240 €

Etant précisé que l'accord-cadre sans montant minimum annuel pour un montant maximum annuel de 90 000,00 € HT.

- Pour le lot 2 la société SELAS CHARREL et Associés sise à MONTPELLIER (34000) pour un prix tarifaire de

Tarif 1	Tarif 2	Total
110 €	110 €	220 €

Etant précisé que l'accord-cadre sans montant minimum annuel pour un montant maximum annuel de 60 000,00 € HT.

- Pour le lot 3 la société ADALTYS Avocats sise à LYON (69006) pour un prix tarifaire de

Tarif 1	Tarif 2	Total
110 €	110 €	220 €

Etant précisé que l'accord-cadre sans montant minimum annuel pour un montant maximum annuel de 30 000,00 € HT.

ARTICLE 3

DE DIRE que chaque accord-cadre est conclu pour une durée initiale de 12 mois, à compter du 30 avril 2025 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure au 30 avril 2025. Ils sont reconduits tacitement jusqu'à leur terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2025 (et suivants) – Opération budgétaire : 23 - section fonctionnement.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **28 FEV. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

